La guerre comme seule issue

Le 23 mai 2022 par Chris Hedges / Exclusivité pour ScheerPost https://scheerpost.com/2022/05/23/hedges-no-way-out-but-war/

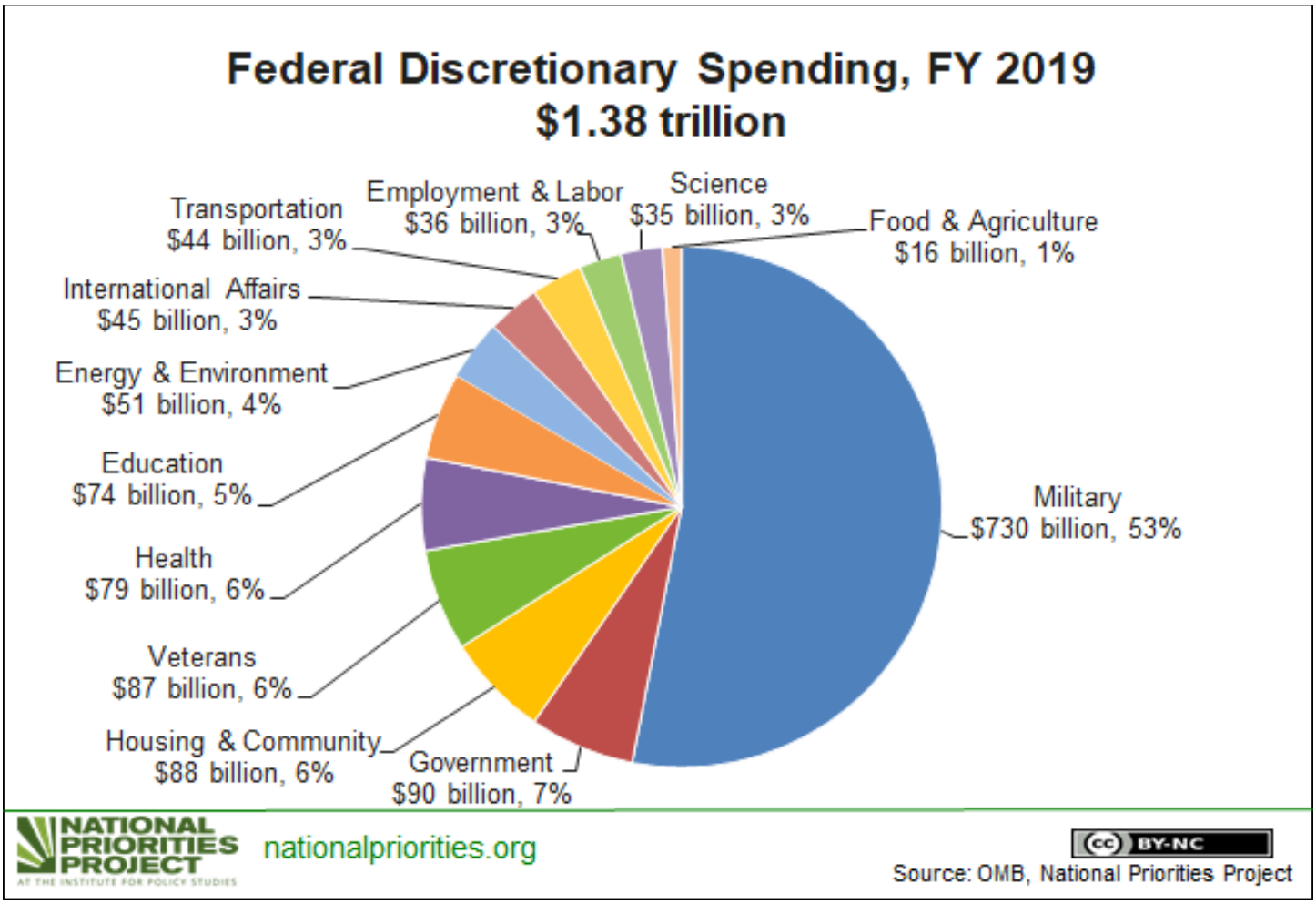
On peut écouter l'article ici (https://chrishedges.substack.com/p/listen-to-this-article-no-way-out?)
Chris Hedges est journaliste. Lauréat du prix Pulitzer, il a été correspondant à l'étranger pendant 15 ans pour le New York Times, où il a occupé les postes de chef du bureau du Moyen-Orient et du bureau des Balkans. Il a auparavant travaillé à l'étranger pour le Dallas Morning News, le Christian Science Monitor et National Public Radio. Il est l'hôte de l'émission The Chris Hedges report.

No Guts No Glory (pas de couilles, pas de gloire). Illustration originale par Mr. Fish

La guerre permanente a cannibalisé le pays. Elle a créé un marasme social, politique et économique. Chaque nouvelle débâcle militaire est un nouveau clou dans le cercueil de la Pax Americana. Les États-Unis sont pris au piège de la spirale mortelle du militarisme sans frein, comme l'illustre le vote quasi unanime en faveur de l'octroi d'une aide de près de 40 milliards de dollars à l'Ukraine. Pas de trains à grande vitesse. Pas de soins de santé universels. Pas de programme viable d'aide aux Covidés. Aucun répit face à une inflation de 8,3 %. Aucun programme d'infrastructure pour réparer les routes et les ponts en mauvais état, alors qu'il faudrait investir 41,8 milliards de dollars pour réparer les 43 586 ponts structurellement défectueux, vieux de 68 ans environ.

Pas d'annulation de la dette étudiante qui se monte à 1 700 milliards de dollars. Pas de lutte contre les inégalités de revenus. Aucun programme pour nourrir les 17 millions d'enfants qui se couchent chaque soir le ventre vide. Pas de contrôle rationnel des armes à feu ni d'endiguement de l'épidémie de violence nihiliste et de fusillades de masse. Aucune aide pour les 100 000 Américains qui, chaque année, meurent d'une overdose de drogue. Pas de salaire minimum à 15 dollars de l'heure pour contrer 44 ans de stagnation des salaires. Pas de répit pour le prix de l'essence qui devrait atteindre 6 dollars le gallon.

L'économie de guerre permanente, imposée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, a détruit l'économie privée, acculé la nation à la faillite et dilapidé des milliers de milliards de dollars de l'argent des contribuables. La monopolisation du capital par l'armée a fait grimper la dette américaine à 30 000 milliards de dollars, soit 6 000 milliards de plus que le PIB américain, qui s'élève à 24 000 milliards de dollars. Le remboursement de cette dette coûte 300 milliards de dollars par an. Nous avons dépensé plus pour l'armée, 813 milliards de dollars pour l'année fiscale 2023, que les neuf pays qui viennent ensuite sur la liste, y compris la Chine et la Russie réunis.



Dépenses fédérales US 2019

Le tribut que nous devons payer à notre militarisme est lourd sur le plan social mais aussi sur les plans politique et économique.

Manifestation contre SWIFT (Photo lecourrier.ch)

Washington reste passif tandis que les États-Unis se décomposent moralement, politiquement, économiquement et physiquement, alors que la Chine, la Russie, l'Arabie saoudite, l'Inde et d'autres pays s'extraient de la tyrannie du dollar américain et de la Society for Worldwide Interbank Financial Télécommunication (SWIFT), un réseau de messagerie que les banques et autres institutions financières utilisent pour envoyer et recevoir des informations, comme des instructions de transfert d'argent.

Lorsque le dollar américain ne sera plus la monnaie de réserve mondiale, lorsqu'il existera une alternative à SWIFT, cela précipitera un effondrement économique interne. Cela forcera la contraction immédiate de l'empire américain, qui fermera la plupart de ses quelque 800 installations militaires à l'étranger. Cela signera la mort de la Pax Americana.

Peu importe que l'on soit Démocrate ou Républicain. Cela n'a aucune importance. La guerre est la *raison d'état* du pays (en français dans le texte). Les dépenses militaires extravagantes trouvent leur justification dans la «sécurité nationale». Les près de 40 milliards de dollars alloués à l'Ukraine, dont la plupart vont aller dans les mains de fabricants d'armes tels que Raytheon Technologies, General Dynamics, Northrop Grumman, BAE Systems, Lockheed Martin et Boeing, ne sont qu'un début. Les stratèges militaires, qui affirment que la guerre va être longue et compliquée, parlent d'une perfusion de 4 ou 5 milliards de dollars d'aide militaire à l'Ukraine chaque mois.

Nous sommes confrontés à des menaces existentielles. Mais celles-ci ne comptent pas. Le budget proposé pour les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) [agence fédérale des États-Unis en matière de protection de la santé publique, NdT] pour l'année fiscale 2023 est de 10 675 millions de dollars. Le budget proposé pour l'Agence de protection de l'environnement (EPA) est de 11 881 millions de dollars. L'Ukraine reçoit à elle seule plus du double de cette somme. Les pandémies et l'urgence climatique ne sont que des considérations secondaires. La guerre est la seule chose qui compte. Voilà comment se prépare un suicide collectif.

Il y avait bien trois freins à l'avarice et à la soif de sang de l'économie de guerre permanente, mais ils n'existent plus. Le premier de ceux-ci était la vieille aile libérale du parti démocrate, emmenée par des politiciens tels que le sénateur George McGovern, le sénateur Eugene McCarthy et le sénateur J. William Fulbright, qui a écrit *The Pentagon Propaganda Machine*. Les progressistes autoproclamés, une pitoyable minorité, au Congrès aujourd'hui, qui va de Barbara Lee, qui a été la seule voix à la Chambre et au Sénat à s'opposer à une autorisation large et illimitée permettant au président de faire la guerre en Afghanistan ou ailleurs, jusqu'à Ilhan Omar, rentrent maintenant dans le rang pour financer la dernière guerre par procuration.

Des manifestants défilent à New York lors d'un rassemblement contre la guerre du Vietnam en avril 1969 (Robert Walker/Getty Images)

Le second de ces freins était composé d'une presse indépendante et d'intellectuels du monde académique, notamment des journalistes comme I.F Stone et Neil Sheehan, ainsi que des universitaires comme Seymour Melman, auteur de *The Permanent War Economy et Pentagon Capitalism : The Political Economy of War*.

Et le dernier de ces freins, et c'est peut-être le plus important, cela a été un mouvement anti-guerre bien organisé, mené par des leaders religieux tels que Dorothy Day, Martin Luther King Jr. et Phil et Dan Berrigan, ainsi que des groupes tels que Students for a Democratic Society (SDS). Ils ont compris qu'un militarisme sans contrôle était une maladie mortelle.

Aucune de ces forces d'opposition n'existe aujourd'hui, et même si elles n'ont pas permis de renverser l'économie de guerre permanente, elles en ont cependant limité les excès. Les deux partis au pouvoir ont été achetés par les grandes entreprises, en particulier par les entrepreneurs militaires. La presse est anémique et obséquieuse vis à vis de l'industrie

de guerre. Et les seuls experts militaires cités ou interviewés, sont les tenants de la guerre permanente, issus pour la plupart de groupes de réflexion de droite et généreusement financés par l'industrie de la guerre, ainsi que d'anciens responsables de l'armée et du renseignement.

Boycotts, annulations... Des "sentences" laissent une trace indélébile dans un monde numérique désormais hypermnésique (Dessin de Xavier Gorce)

L'émission "*Meet the Press*" de la NBC a diffusé le 13 mai dernier une séquence dans laquelle des responsables du Center for a New American Security (CNAS) ont fait une simulation pour montrer comment pourrait se dérouler une guerre avec la Chine sur la question de Taiwan. La cofondatrice du CNAS, Michèle Flournoy, que l'on voit dans cette séquence de "Jouons à la guerre" de "*Meet the Press*" et a été une des personnes envisagées par Biden pour diriger le Pentagone, a écrit en 2020 dans *Foreign Affairs* que les États-Unis doivent se doter de « e tous les moyens nécessaires et crédibles permettant de menacer de saborder tous les navires militaires, sous-marins et navires marchands de la Chine en mer de Chine méridionale dans les 72 heures».

La poignée d'antimilitaristes et de détracteurs de l'empire qui sont de gauche, comme Noam Chomsky, ou de droite, comme Ron Paul, ont été déclarés persona non grata par des médias aux ordres. La classe libérale s'est réfugiée derrière un activisme de façade qui rejette les questions de classe, de capitalisme et de militarisme au profit de la "cancel culture" [La *cancel culture* (de l'anglais *cancel*, « annuler »), aussi appelée en français culture de l'effacement ou culture de l'annulation, est une pratique apparue aux États-Unis consistant à dénoncer publiquement, en vue de leur ostracisation, des individus, groupes ou institutions responsables d'actes, de comportements ou de propos perçus comme inadmissibles, NdT], du multiculturalisme et de la politique identitaire.

Les libéraux applaudissent la guerre en Ukraine. Pourtant, au début de la guerre en Irak au moins, ils avaient participé à d'importantes manifestations de rue. L'Ukraine est saluée, perçue comme la dernière croisade pour la liberté et la démocratie contre le nouvel Hitler. Il y a peu d'espoir, je le crains, de pouvoir repousser ou de freiner les désastres qui sont actuellement orchestrés au niveau national et mondial. Les néoconservateurs et les interventionnistes libéraux réclament la guerre à l'unisson. Ce sont ces va-t'en guerre que Biden a nommé à la tête du Pentagone, du Conseil national de sécurité et du Département d'État, ces fauteurs de guerre, alors même que leur attitude vis à vis de la guerre nucléaire est effroyablement cavalière.

Dans la mesure où la seule chose que nous faisons c'est la guerre, toutes les solutions proposées sont militaires. Cet aventurisme guerrier accélère le déclin, comme l'illustrent la défaite au Vietnam et le gaspillage de 8000 milliards de dollars dans les guerres insensées du Moyen-Orient. La guerre et les sanctions, croit-on, paralyseront la Russie, riche en gaz et en ressources naturelles. La guerre, ou la menace de guerre, freinera la puissance économique et militaire croissante de la Chine.

Il s'agit de fantasmes déments et dangereux, perpétrés par une classe dirigeante qui s'est coupée de la réalité. N'étant plus en mesure de sauver leur propre société et leur économie, ils cherchent à détruire celles de leurs rivaux dans le

monde, en particulier la Russie et la Chine. Une fois que les militaristes auront paralysé la Russie, le plan prévoit qu'ils concentreront leur agression militaire sur l'Indo-Pacifique, dominant ce que Hillary Clinton, en tant que secrétaire d'État et parlant du Pacifique, appelait «la mer américaine».

On ne peut pas parler de guerre sans parler de marchés. Les États-Unis, dont le taux de croissance est tombé en dessous de 2 %, tandis que celui de la Chine est de 8,1 %, se sont tournés vers l'agression militaire pour soutenir leur économie chancelante. Si les États-Unis peuvent interrompre l'approvisionnement en gaz russe de l'Europe, ils obligeront les Européens à l'acheter aux États-Unis.

Dans le même temps, les entreprises américaines seraient heureuses de remplacer le parti communiste chinois, même si elles doivent le faire via la menace d'une guerre, pour s'ouvrir un accès sans entrave aux marchés chinois. La guerre, si elle éclatait avec la Chine, dévasterait les économies chinoise, américaine et mondiale, détruisant le libre-échange entre les pays comme lors de la Première Guerre mondiale. Mais rien ne dit que ce n'est pas ce qui arrivera.

Washington tente désespérément de nouer des alliances militaires et économiques pour contrer la montée en puissance de la Chine, dont l'économie devrait dépasser celle des États-Unis d'ici 2028, selon le Centre for Economics and Business Research (CEBR) du Royaume-Uni. La Maison-Blanche a déclaré que la visite récente de Biden en Asie visait à envoyer un «message fort» à Pékin et à d'autres pays afin de leur faire savoir à quoi le monde pourrait ressembler si les démocraties «s'unissaient pour définir les règles du jeu». L'administration Biden a invité la Corée du Sud et le Japon à assister au sommet de l'OTAN à Madrid.

Mais de moins en moins de nations, même parmi les alliés européens, sont prêtes à se laisser dominer par les États-Unis. Le vernis de démocratie de Washington et son prétendu respect des droits humains et des libertés civiles sont tellement dégradés qu'ils en sont irrécupérables.

Son déclin économique, avec une industrie manufacturière chinoise 70 % plus élevée que celle des États-Unis, est irréversible. La guerre est une ultime prière désespérée, à laquelle les empires mourants ont eu recours tout au long de l'histoire, avec des conséquences catastrophiques. « C'est la montée en puissance d'Athènes et la peur qu'elle a inspirée à Sparte qui ont rendu la guerre inévitable », note Thucydide dans l'*Histoire de la guerre du Péloponnèse*.

La guerre du Péloponnèse (https://www.rtl.fr/culture/culture-generale/athenes-contre-sparte)

L'un des éléments clés du maintien de l'état de guerre permanent a été la création de la All-Volunteer Force. Sans conscrits, le fardeau de la guerre retombe sur les pauvres, la classe ouvrière et les familles de militaires. C'est grâce à

cette force entièrement composée de volontaires que les enfants de la classe moyenne, qui a été à la pointe du mouvement anti-guerre au Vietnam, peuvent échapper au service militaire. Cette force assure la protection des militaires contre les révoltes internes, auxquelles se sont livrées les troupes pendant la guerre du Vietnam, et qui ont mis en péril la cohésion des forces armées.

La All-Volunteer Force, en permettant de limiter la réserve de troupes disponibles, rend également impossible les ambitions mondiales des militaristes. Cherchant désespérément à maintenir ou à augmenter les effectifs en Irak et en Afghanistan, l'armée a institué une politique d'arrêt des pertes qui prolongeait arbitrairement les contrats de service actif. Le terme argotique de cette politique était le "backdoor draft" (enrôlement contraint).

De même, les mesures adoptées pour augmenter le nombre de soldats en recrutant des contractants militaires privés ont eu un effet négligeable. L'augmentation des effectifs n'aurait pas permis de gagner les guerres d'Irak et d'Afghanistan, mais le faible pourcentage de personnes prêtes à servir dans l'armée (seuls 7 % de la population américaine sont des anciens combattants) constitue le talon d'Achille non reconnu des milieux militaristes.

« En conséquence, le problème de la surenchère de la guerre et du manque de soldats ne fait pas l'objet de véritables recherches », écrit l'historien et colonel de l'armée à la retraite Andrew Bacevich dans *After the Apocalypse : America's Role in a World Transformed*. «La perspective de voir la technologie combler cet écart fournit une excuse pour éviter de poser les questions les plus fondamentales : Les États-Unis possèdent-ils les moyens militaires suffisants pour obliger leurs adversaires à se rallier à leur prétention d'être la nation la plus incontournable de l'histoire ? Et si la réponse est négative, comme le suggèrent les guerres de l'après-11 septembre en Afghanistan et en Irak, ne serait-il pas logique que Washington tempère ses ambitions en conséquence ?»

La All-Volunteer Force

Cette question, comme le souligne Bacevich, est un « anathème ». Les stratèges militaires partent du principe que les guerres à venir ne ressembleront en rien aux guerres du passé. Ils investissent dans des théories imaginaires concernant des guerres futures qui ignorent les leçons du passé, garantissant ainsi de nouveaux fiascos.

La classe politique est tout aussi aveugle que les généraux. Elle refuse d'accepter l'émergence d'un monde multipolaire et le déclin flagrant de la puissance américaine. Elle parle cette langue désuète de l'exceptionnalisme et du triomphalisme américains, croyant qu'elle a le droit d'imposer sa volonté en tant que leader du « monde libre ». Dans son mémorandum de 1992 sur la planification de la défense, le sous-secrétaire américain à la défense, Paul Wolfowitz, a affirmé que les États-Unis devaient veiller à ce qu'aucune superpuissance rivale ne surgisse à nouveau.

Les États-Unis devraient projeter leur force militaire pour dominer un monde unipolaire à perpétuité. Le 19 février 1998, sur le "*Today Show*" de NBC, la secrétaire d'État Madeleine Albright a donné la version démocrate de cette doctrine de l'unipolarité. « Si nous sommes obligés de recourir à la force, c'est parce que nous sommes Américains ; nous sommes la nation qui a un rôle clef, a-t-elle déclaré. Nous sommes là, nous sommes fiers et nous nous projetons plus loin que les autres pays dans l'avenir ».

Cette vision démentielle d'une suprématie planétaire sans partage des États-Unis, sans parler de leur bonté et de leur vertu sans pareilles, aveugle les Républicains et les Démocrates de l'establishment. Les frappes militaires qu'ils ont

utilisées avec désinvolture pour affirmer la doctrine de cette toute puissance, en particulier au Moyen-Orient, ont rapidement engendré la terreur djihadiste et entraîné de longues guerres. Jusqu'à ce que des avions piratés s'écrasent sur les tours jumelles du World Trade Center, personne n'avait rien vu venir. Qu'ils se cramponnent à cette hallucination absurde est le triomphe de l'espoir sur l'expérience.

L'artiste Luc Courchesne a tourné en direct des images des attentats du World Trade Center (RADIO-CANADA)

Le public éprouve un profond dégoût pour ces architectes élitistes de l'impérialisme américain issus de l'Ivy League. L'impérialisme était toléré lorsqu'il était en mesure de déployer sa puissance à l'étranger et de générer une hausse de niveau de vie sur le plan domestique. Il était toléré lorsqu'il se limitait à des interventions secrètes dans des pays comme l'Iran, le Guatemala et l'Indonésie.

Tout a déraillé au Vietnam. Les défaites militaires qui ont suivi se sont accompagnées d'une baisse constante du niveau de vie, d'une stagnation des salaires, du délabrement des infrastructures et finalement d'une série de politiques économiques et d'accords commerciaux qui ont désindustrialisé et appauvri le pays et qui étaient orchestrés par cette même classe dirigeante.

Les oligarques de l'establishment, désormais réunis au sein du parti démocrate, se méfient de Donald Trump. En effet, il se rend coupable d'hérésie en remettant en question le caractère sacré de l'empire américain. Trump a tourné en dérision l'invasion de l'Irak la qualifiant de «grosse erreur». Il a promis «de nous tenir à l'écart d'une guerre sans fin». On a souvent interrogé Trump sur sa relation avec Vladimir Poutine. Poutine était «un tueur», lui a dit un intervieweur. «Il y a beaucoup de tueurs, a rétorqué Trump. Vous pensez que notre pays est si innocent que ça?» Trump a osé dire à haute voix une vérité qui devait restée tue à tout jamais, les militaristes avaient vendu le peuple américain.

Noam Chomsky a essuyé une pluie de critiques pour avoir souligné, à juste titre, que Trump est le «seul homme d'État» à avoir formulé une proposition «sensée» pour résoudre la crise russo-ukrainienne. La solution préconisée consistait notamment dans le fait de «faciliter des négociations au lieu de les saper et de tendre vers une sorte de compromis en Europe... dans le cadre duquel il n'y aurait pas d'alliances militaires mais simplement un consensus mutuel».

Trump est trop instable et trop imprévisible pour proposer des solutions politiques sérieuses. Il a certes fixé un calendrier pour le retrait d'Afghanistan, mais il a également intensifié la guerre économique contre le Venezuela et rétabli les sanctions draconiennes contre Cuba et l'Iran, auxquelles l'administration Obama avait mis fin. Il a augmenté le budget militaire.

Il a apparemment flirté avec l'idée de lancer un missile sur le Mexique pour « détruire les laboratoires de drogue ». Mais il reconnaît qu'il éprouve pour la mauvaise gestion impériale une aversion qui trouve un écho auprès du public, un public qui a tout à fait le droit de détester les mandarins suffisants qui nous plongent dans une guerre après l'autre. Trump ment comme il respire. Mais eux aussi.

Les 57 Républicains qui ont refusé de soutenir le programme d'aide de 40 milliards de dollars à l'Ukraine, ainsi qu'un grand nombre des 19 projets de loi, qui antérieurement prévoyaient une aide de 13,6 milliards de dollars pour ce même pays, appartiennent au monde conspirationniste loufoque de Trump. Tout comme lui ils réitèrent cette hérésie. Eux aussi sont attaqués et censurés.

Mais plus Biden et la classe dirigeante continueront à déverser des ressources dans la guerre à nos dépens, plus ces proto-fascistes, déjà prêts à balayer les victoires Démocrates à la Chambre et au Sénat cet automne, auront le vent en poupe. Lors du débat sur le plan d'aide à l'Ukraine, auquel la plupart des députés n'ont pas eu le temps de vraiment s'intéresser, Marjorie Taylor Greene a déclaré : «40 milliards de dollars alors qu'il n'y a pas de lait maternisé pour les mères et les bébés américains».

«Un financement dont le montant est inconnu est attribué à la CIA et à la facture supplémentaire destinée à l'Ukraine, mais il n'y a pas de préparation lactée pour les bébés américains, a-t-elle ajouté. Arrêtez de financer les changements de régime et les escroqueries liées au blanchiment d'argent. Dans des pays comme l'Ukraine, les politiciens américains couvrent ces crimes». Le Démocrate Jamie Raskin a immédiatement attaqué Greene pour avoir relayé la propagande du président russe Vladimir Poutine.

Greene, tout comme Trump, exprime une vérité qui est en phase avec une population aux abois. L'opposition à la guerre permanente aurait dû venir de la minuscule aile progressiste du parti démocrate, qui s'est malheureusement vendue aux veules dirigeants du parti démocrate dans le but de sauver leurs carrières politiques. Greene est complètement folle, mais Raskin et les Démocrates véhiculent leur propre version de la folie. Le prix que nous allons payer pour ce gâchis sera très élevé.